

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Périgny, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TECHNIQUE SOLAIRE

26 RUE ANNET SEGERON

--

86580 Biard

Références : 0100035697/2026-20

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement TECHNIQUE SOLAIRE implanté Communal de Saint Martin Lieu-dit Moulin de Cadeuil 17250 STE GEMME. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUE SOLAIRE
- Communal de Saint Martin Lieu-dit Moulin de Cadeuil 17250 STE GEMME
- Code AIOT : 0100035697
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Technique Solaire exploite depuis décembre 2025 des installations de stockage d'énergie sur batteries lithium-ion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2925-2 de la nomenclature.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté préfectoral départemental	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.1	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.2	Sans objet
5	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 3.1	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.1	Sans objet
7	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral départemental applicable aux installations stationnaires de stockage d'énergie relevant de la rubrique 2925-2 de la nomenclature des ICPE ne s'applique pas aux installations exploitées par la société Technique Solaire. L'exploitant doit néanmoins mettre à jour les plans adossés à sa déclaration ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté préfectoral départemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations de charge d'accumulateurs stationnaires d'énergie situées en extérieur, mettant en œuvre des technologies au lithium et soumises à déclaration sous la rubrique n°2925-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations précitées dont la date de

dépôt du dossier au titre du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement est comprise entre la date de signature du présent arrêté et la date de publication de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables à la rubrique n°2925-2 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une preuve de dépôt au titre des ICPE datée du 27 octobre 2023. La demande de permis de construire a été déposée le 2 novembre 2023. Par conséquent, les dispositions de l'arrêté préfectoral départemental du 7 novembre 2023 ne sont pas applicables. Néanmoins, les inspectrices ont vérifié les dispositions relatives à l'accessibilité, aux moyens de lutte contre l'incendie et à l'implantation (points de contrôle n°3 à 7).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation à la déclaration
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : L'exploitant a déclaré que la puissance de l'installation est de 6,3 MW conforme aux informations contenues dans le dossier de déclaration ICPE. Les conteneurs ont été pivotés de 90° par rapport aux plans contenus dans la déclaration et les transformateurs ne sont pas positionnés au même emplacement que dans les plans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour les plans contenus dans sa déclaration en effectuant une <u>déclaration de modification</u> via l'adresse suivante : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1 et en mentionnant le code AIOT de l'établissement : 01000035697.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) L'aire de charge est implantée et maintenue aux distances suivantes des limites du site : - 7 mètres lorsque chaque enceinte contient moins de 10 000 cellules ou lorsque des essais démontrent l'absence de propagation d'un emballement thermique à l'intérieur de l'enceinte. Les essais réalisés au titre de la norme UL 9540A en vigueur, et démontrant l'absence de propagation d'un emballement thermique, sont réputés répondre à cette exigence ; - 12 mètres dans les autres cas. Les enceintes abritant les modules de batteries sont installées à l'extérieur de tout bâtiment ou toute construction, et sont situées au niveau du sol. L'enceinte est implantée en dehors des zones inondables. Lorsque cela n'est pas possible, elle est surélevée afin d'éviter l'entrée d'eau en cas d'inondation. Toute activité au-dessus ou au-dessous d'une enceinte est interdite. En particulier, il est interdit de superposer deux ou plusieurs enceintes. [...] c) Afin de prévenir la propagation d'un incendie d'une enceinte à une autre, chaque enceinte est distante d'au moins 7 mètres avec toute autre enceinte ou bâtiment. Cette distance peut être réduite, lorsque les caractéristiques thermiques des parois des enceintes permettent : d'une part de réduire les effets thermiques sortants (seuil des effets thermiques de 8 kW/m ²), en cas d'emballement thermique des batteries ou d'incendie de l'enceinte ; et d'autre part de résister à des flux thermiques entrants susceptibles de conduire à l'emballement thermique ou l'incendie des modules dans l'enceinte. Dans tous les cas, au moins une face de chaque enceinte est accessible aux engins des services d'incendie et de secours, par une allée de largeur supérieure ou égale à 3 mètres. [...] d) Afin d'éviter la transmission d'un incendie entre de l'aire de charge et le reste de l'installation électrique, les enceintes sont implantées à une distance suffisante des transformateurs électriques et des autres appareils composant l'installation électrique, lorsque ceux-ci ne font pas partie intégrante de l'enceinte. La conformité aux normes NF C15-100, NF C13-200 et NF EN IEC 61936-1 en vigueur vaut présomption de conformité à cette exigence. e) L'aire de charge est située à une distance minimale de : 24 mètres de toute installation de distribution d'hydrogène ; 24 mètres de toute installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables ; 7 mètres de toute installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés ; 7 mètres de tout stockage, implantation ou tuyauterie aérienne contenant des matières inflammables ou comburantes ; 7 mètres du poste de contrôle ; 7 mètres du local chaufferie, s'il existe. Les distances mentionnées au point e) ci-dessus peuvent être réduites, sans toutefois être inférieures à 3 mètres, par la mise en place d'une paroi séparant l'aire de charge des installations, locaux ou stockages listés ci-dessus et respectant les conditions suivantes : pleine sans ouverture ; construite en matériaux ayant des caractéristiques minimales de tenue au feu REI 120 ; dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du point le plus haut des équipements de l'aire de charge, hors évent, sans être inférieure à 3 mètres ; dont la longueur excède de 0,5 mètres celle de l'enceinte, pour chacune des extrémités.

Constats :

Les installations sont composées de quatre conteneurs comportant les batteries lithium-ion, de deux transformateurs/convertisseurs et d'un poste de livraison.

Chaque conteneur comporte 5 colonnes de racks et chaque rack comprend 8 modules de batteries.

L'exploitant a déclaré que les limites ICPE du site sont celles matérialisées par la clôture souple incluant la centrale photovoltaïque. Cette limite est matérialisée sur les plans déposés dans la déclaration ICPE et est dénommée « unité foncière ».

Les inspectrices ont mesuré l'éloignement du conteneur BESS le plus proche de la limite ICPE : la distance est supérieure à 7 mètres.

Les conteneurs sont regroupés par deux et sont éloignés de moins d'un mètre entre eux.

L'exploitant déclare que les batteries étant conformes à la norme UL 9540A, ceci permet de s'assurer que les caractéristiques thermiques des parois des enceintes permettent :

- d'une part de réduire les effets thermiques sortants (seuil des effets thermiques de 8 kW/m), en cas d'emballement thermique des batteries ou d'incendie de l'enceinte ;
- et d'autre part de résister à des flux thermiques entrants susceptibles de conduire à l'emballement thermique ou l'incendie des modules dans l'enceinte.

Il a été constaté qu'au moins une face de chaque enceinte est accessible aux engins des services d'incendie et de secours, par une allée de largeur supérieure ou égale à 3 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

Les espaces libres de l'aire de charge, notamment les espaces entre les enceintes, sont libres de tout objet ou débris combustible.

L'installation dispose d'au moins un accès au moins permettant à tout moment l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours.

Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'installation est aménagée de manière à permettre l'accessibilité de l'aire de charge pour les engins des services d'incendie et de secours, depuis les voies de circulation externes à l'installation. Les caractéristiques de ces voies sont conformes au Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) susvisé et plus particulièrement à la fiche technique n°15.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert sur demande des services d'incendie et de secours.

Constats :

Les installations sont clôturées par une clôture rigide. L'exploitant précise qu'elle ne matérialise pas les limites ICPE.

<p>Un portail permet d'accéder aux installations. L'exploitant s'est rapproché des sapeurs-pompiers afin de mettre en place un système d'ouverture qu'ils puissent ouvrir facilement. L'exploitant n'a pas encore pris de décision sur ce système qui pourrait être la pose d'une boîte à clé. Dans tous les cas, les sapeurs-pompiers procéderaient à l'ouverture du canon de la serrure.</p> <p>Les inspectrices ont constaté que les espaces libres de l'aire de charge, notamment les espaces entre les enceintes, sont libres de tout objet ou débris combustible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'activité se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite et des dangers de l'installation. Cette personne est formée à la manipulation des moyens de secours et à la mise en œuvre des dispositifs de refroidissement et d'extinction.</p> <p>Dans le cas d'un site avec surveillance à distance, une personne compétente, formée et autorisée à la mise en œuvre des dispositifs de refroidissement et d'extinction, est présente sur le site dans un délai inférieur à une heure après le déclenchement d'une alarme de détection d'incendie.</p> <p>En l'absence de présence humaine sur le site, l'exploitant met en place un système pour assurer le report des capteurs et alarmes ainsi que la transmission de l'alerte associée, y compris la détection d'incendie, en tout temps, à la personne nommément désignée.</p> <p>En cas de coupure de l'alimentation électrique du site, les systèmes nécessaires au pilotage et au fonctionnement des barrières de sécurité de l'enceinte, dont notamment les systèmes de gestion des installations, de contrôle et de sécurité, moyens de détection et d'extinction, les reports d'alarmes, sont secourus par une alimentation indépendante, qui permet au minimum de mettre l'installation en sécurité.</p> <p>La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance du site est réalisée à distance (Quimper). Les équipements sont reliés à une centrale puis à une supervision Scada. Si l'intervention à distance est impossible, l'exploitant indique qu'un appel est passé à l'agence locale passée à Pessac et disposant d'une astreinte 24h/24, 7j/7. Ainsi, l'arrivée d'une personne compétente dans le délai d'une heure pourra être respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Chaque enceinte dispose :</p> <p>a) de capteurs de détection de fumées et de capteurs de température. En cas d'apparition de fumées, d'élévation anormale de la température ou de dysfonctionnement des capteurs, une alarme est transmise au poste de contrôle ;</p> <p>b) de dispositifs d'alerte sonores et visuels. Ces derniers sont déclenchés au niveau de l'enceinte en cas d'alarme à la suite d'une détection de fumée ou d'un incendie. L'alarme est perceptible en tout point de l'installation, permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Cette prescription ne s'applique pas aux installations pour lesquelles aucune personne n'est présente sur le site lorsque l'installation fonctionne normalement ;</p> <p>c) d'un système permettant de prévenir, ou lorsque ce n'est pas possible de limiter, la propagation des effets d'un emballement thermique d'une batterie aux autres batteries de l'enceinte. Ces systèmes reposent sur un refroidissement par injection d'eau à l'intérieur des modules ou, à défaut, par aspersion d'eau au plus près des modules.</p> <p>d) Le système de refroidissement assure un débit correspondant au moins à 0,4 litres d'eau par minute et par kilogramme de cellule présente dans l'enceinte. Lorsque le système n'est pas raccordé à un réseau de distribution d'eau inépuisable, la réserve en eau est dimensionnée de sorte à alimenter ce système de refroidissement pendant au moins deux heures.</p> <p>Lorsque l'enceinte comporte moins de 10 000 cellules, le système de refroidissement est dimensionné :</p> <ul style="list-style-type: none">o conformément au premier alinéa du présent point d) ; ou,o de sorte à refroidir le(s) module(s) impacté(s) par un emballement thermique, ainsi que les modules directement contigus, par injection d'eau à l'intérieur des modules à raison d'un litre par minute et par module, pendant au moins 20 minutes. <p>e) d'un système d'extinction automatique contre le risque de feu électrique. Ce système fonctionne par exemple à base de gaz inerte, en quantité suffisante pour appauvrir l'enceinte en oxygène (moins de 13 % d'oxygène), ou repose sur un système de sprinklage adapté à la technologie des batteries et leur configuration dans l'enceinte.</p> <p>f) Les prescriptions des points d) et e) ne s'appliquent pas aux enceintes contenant des batteries qui ne sont pas susceptibles de générer un emballement thermique. Le cas échéant, pour un type de batterie donné, l'impossibilité d'être à l'origine d'un emballement thermique est démontré par des essais dont les résultats sont joints au dossier de l'installation classée. Les résultats d'essais menés conformément à la norme UL 9540A dans sa version en vigueur permettent de répondre à cette exigence.</p> <p>g) Les matériels mentionnés aux points a) à e) sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par semestre. En cas de raccordement manuel du système d'aspersion à l'alimentation en eau, des exercices sont effectués annuellement. Les résultats des contrôles et des exercices sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

h) Les installations se trouvant à moins de 70 mètres d'un ouvrage ou d'une construction sont desservies par un appareil d'incendie (bouche, poteaux, etc.), d'un réseau public ou privé, situé à moins de 100 mètres de celle-ci et garantissant un débit minimal de 60 m³/h sous une pression minimale d'un bar durant au moins deux heures, ou à défaut une réserve d'eau d'au moins 120 m³, à destination des services d'incendie et de secours. Cet appareil est distinct de tout appareil utilisé pour alimenter les systèmes de refroidissement des modules dans l'enceinte.

i) Les systèmes mettant en œuvre des moyens de refroidissement ou d'extinction à eau sont utilisables en période de gel.

j) Par ailleurs, au moins un appareil respiratoire isolant (ARI), accessible en toute circonstance, est situé à proximité de l'installation.

k) Des plans des lieux destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours sont tenus à jour et affichés de manière à être facilement accessibles au poste de contrôle.

Constats :

L'exploitant a déclaré que chaque enceinte est équipée :

- de deux détecteurs de chaleur, de deux détecteurs d'hydrogène et de trois détecteurs de fumées,
- d'une alarme sonore et visuelle (vu sur le site : flash sur la porte du conteneur),
- d'un système d'extinction par inertage automatique sur détection,
- d'une colonne sèche (vu sur site) qui permet le raccordement des moyens du SDIS et l'envoi d'eau dans le conteneur. Le SDIS indique que cette technologie ne sera pas mise en œuvre au regard du retour d'expérience des incendies survenus sur les conteneurs de batteries. L'eau est ensuite récupérée sous le conteneur puis acheminée dans le bassin de rétention d'un volume minimal de 120 m³ situé à l'autre extrémité du site. L'eau contenue dans le bassin est ensuite rejetée dans l'étang situé à proximité. L'exploitant indique que le bassin peut être obturé via la fermeture d'une vanne à l'aide d'une clé. Après ouverture de la trappe par le SDIS, il s'avère que le système d'obturation n'est pas une vanne mais un clapet retenu par un câble qu'il suffit de couper,
- de trappes d'explosion positionnées sur le haut du conteneur,
- de deux trappes d'évacuation des fumées sur les deux faces de l'enceinte.

Le site dispose d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ qu'il convient d'identifier.

L'exploitant a déclaré réaliser une maintenance semestrielle sur les systèmes de détection incendie et les arrêts d'urgence.

L'exploitant ne dispose pas d'un appareil respiratoire isolant situé à proximité de l'installation.

Enfin, le plan d'intervention est réalisé mais n'est pas fixé sur le portail. Il doit être complété afin de matérialiser la localisation du clapet de fermeture du bassin de confinement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies
Prescription contrôlée : Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats et l'aire de charge sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières ou équipements présents sur l'aire de charge.
Constats : Les inspectrices ont sensibilisé l'exploitant à la nécessité de veiller au correct débroussaillage des abords immédiats de l'aire de charge. Les inspectrices ne formulent aucune remarque sur l'état du débroussaillage du site.
Type de suites proposées : Sans suite